



## **COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MEUSE ROGNON**

### **PROCÈS VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 18 DÉCEMBRE 2025, 18 HEURES 00 A LA SALLE DES FÊTES D'AILLIANVILLE**

---

#### Étaient présents :

BARAUX Philippe,	FLAMMARION Marie-Claude,	LIMAUX Christophe,
BECUS Annie,	GAUVAIN Christelle,	MARIE Edouard,
BOULART Michel,	GUILLERMO Sébastien	MARTINOT Vincent
BOUVENOT Francis,	GUNTHER Jean-François,	MASSAUX Hugues,
BRAYER Jean-Claude,	GUY Bernard,	NOBLOT Marie-Antoinette,
CHARLET Monique,	HASSELBERGER Laurent,	NUFFER Jean-Philippe,
CHARROYER Christophe,	HENRISSAT Laëtitia,	PAROT Sylvie,
COLAS Jean-Pierre,	JOFFROY Marie France,	PETIT Didier,
DEBRIENNE JANEL Brigitte,	KOMONS Marie-Laurence,	RONDOT Dominique,
DECORSE Jean-Guillaume,	LACROIX Nicolas,	THEODORIDES Gérard,
DEPOISSON Emmanuel,	LADIER Gisèle,	THOMAS Francis,
ECOSSE Laurent,	LERAT Marion,	TRELAT VALLON Françoise,
FAURE Philippe	LEROUX Philippe,	

#### Pouvoirs :

Monsieur LUISIN Bernard a donné pouvoir à Madame JOFFROY Marie-France  
Monsieur COSSON Claude a donné pouvoir à Madame PAROT Sylvie  
Monsieur GARLINSKI Fabrice a donné pouvoir à Monsieur HASSELBERGER Laurent  
Madame JACQUEMIN Monique a donné pouvoir à Monsieur LIMAUX Christophe  
Madame BEGIN Dominique a donné pouvoir à Madame LERAT Marion  
Monsieur VAN COPPENOLLE Arnaud a donné pouvoir à Monsieur THOMAS Francis

Excusés :

BEGIN Dominique,  
BILLETTE Raphaël,  
BOURCELOT Anne Claire,  
BOURG Béatrice,  
CAUSSIN Mathieu,  
CHANE Didier,  
COLLOMB Didier  
COSSON Claude  
COURTIER Vincent,  
CRETINEAU Patrice,  
DESNOUVEAUX Gilles,  
DUPONT Jacky,  
DUTANT Laurence,  
EMPRIN Jean-Pierre,

FABRE Frédéric,  
FLORENTIN Jean Luc  
FONTAINE Romuald,  
GARLINSKI Fabrice  
GRAILLOT Philippe,  
HUOT Sébastien,  
JACQUEMIN Monique,  
JEANDEMANGE Claude,  
KIMS Eric,  
KLEIN Jean-Claude  
LAMBERT Pierre-Jean,  
LAUMONT Jean-Claude,  
LENE Gérard,

LUISIN Bernard,  
MAZELIN Thierry,  
MOCQUET Thierry,  
RENARD Daniel,  
ROGI Christophe,  
ROQUIS Claude,  
ROUTIER Alain,  
ROUYER Emmanuel,  
THEVENIN Jean Christian,  
VAN COPPENOLLE Arnaud,  
VARIS Jessica,  
VOLOT Julien,

\*\*\*\*\*

*Secrétaire de séance : Madame Sylvie PAROT*

\*\*\*\*\*

## **ORDRE DU JOUR**

1. Approbation du procès-verbal du Conseil Communautaire du 17 novembre 2025 à Breuvannes en Bassigny
2. Décisions modificatives
3. Ouverture anticipée des dépenses d'investissement 2026
4. Tarification de la REOM pour 2026
5. Convention avec la société Sodexo pour la livraison de repas à l'école de GRAFFIGNY-CHEMIN
6. Fixation du tarif des animations du Centre de Loisirs Sans Hébergement (CLSH)
7. Convention de partenariat avec les Francas
8. Approbation de l'avenant 3 à la Convention Business Sud Champagne
9. Remboursement dépenses électricité du Cyclo rail à l'ESARB
10. Questions diverses

## 1. Approbation du procès-verbal du Conseil Communautaire du 17 novembre 2025 à Breuvannes en Bassigny

Le procès-verbal du Conseil Communautaire du 17 novembre 2025 à Breuvannes en Bassigny ne soulève pas d'observation.

## 2. Décisions modificatives

Les budgets primitifs du budget principal et du budget annexe « scolaire » ont été établis sans tenir compte de certaines évolutions intervenues au cours de l'exercice.

En fin d'exercice, il apparaît nécessaire de renforcer le budget principal afin de garantir le financement des opérations d'investissement prévues et d'assurer la bonne exécution des projets engagés par la collectivité.

À la suite d'un échange avec le Conseiller aux Décideurs Locaux et après analyse des besoins du budget annexe « scolaire », il a été proposé, afin de maintenir l'équilibre des investissements du budget général, de réduire la prise en charge du déficit du budget « scolaire ».

Dans ce cadre, il est envisagé de diminuer de 40 000 € les excédents de crédits votés pour le budget annexe « scolaire », qui ne seront pas utilisés.

Cette mesure contribuera à garantir l'équilibre des investissements du budget principal.

### **Virements de crédits proposés :**

#### **Budget annexe « Scolaire »**

##### Section de fonctionnement

##### Recettes

Article 75822 (Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère administratif par le budget principal) – 40 000 €

##### Dépenses

###### Chapitre 011

Article 60262 Vaccins et sérum : – 10 000 €

Article 60631 Fournitures d'entretiens : - 12 000 €

Article 60632 – Fournitures de petit entretien : -8 000 €

###### Chapitre 65

Article – 65561 Contributions au fonds de compensation des charges territoriales : -10 000 €

#### **Budget principal**

##### **Section de fonctionnement :**

Dépenses- Article 65736212 subvention de fonctionnent (budget annexe) : – 40 000 €

Recettes –Article 023 (virement à la section d'investissement) : + 40 000 €

## **Section d'investissement :**

Recettes -Article 021 (virement de la section de la section de fonctionnement) : + 40 000 €

Dépenses - Article 21318 (constructions autres bâtiments publics) : + 40 000 €

## **Cadre légal et décision :**

- Vu le Code général des collectivités territoriales,
- Vu le budget primitif 2025 du budget principal et du budget annexe « Scolaire »,
- Vu la nécessité de renforcer le budget principal pour assurer le financement des opérations prévues,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

**DÉCIDE de procéder aux virements de crédits ci-dessus, réduisant de 40 000 € les crédits du budget annexe « scolaire » pour abonder le budget principal**, afin de garantir le financement des opérations d'investissement prévues.

**AUTORISE le Président à signer tous les documents afférents à cette décision**

---

Le budget primitif 2025 de la Communauté de communes Meuse Rognon a été voté en début d'exercice en tenant compte des opérations prévues pour l'année.

Les travaux d'extension du réseau électrique pour l'alimentation de la crèche d'Illoud réalisés par le SDED 52 avaient été initialement considérés comme imputables à l'article 21534 – Réseaux d'électrification

Le service de gestion comptable de Chaumont a indiqué que cette imputation n'était pas conforme et que cette dépense devait être liquidée sur l'article 204182 Bâtiments et Installations.

La présente décision modificative n° 1 a donc pour objet d'acter les mouvements de crédits dans la section d'investissement afin de procéder au paiement de la facture du SDED dans le respect des règles comptables.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le budget primitif 2025 du budget enfance ;

Vu la nécessité de garantir une imputation conforme aux dépenses liées aux travaux d'extension du réseau électrique pour alimenter la crèche ;

## **Considérant que :**

- les travaux d'extension du réseau électrique pour alimenter la crèche ont été réalisés par le SDED 52 et font l'objet d'une facture à régler ;
- ces dépenses avaient été initialement considérées comme imputables à l'article 21534 ;
- le Service de gestion comptable de Chaumont a indiqué qu'il est nécessaire de modifier l'imputation budgétaire pour s'acquitter de cette dépense ;
- il convient d'opérer ce mouvement interne afin de respecter la réglementation comptable tout en assurant le paiement de la facture.

Il est proposé au Conseil Communautaire de procéder à un virement interne de 2 230,80 € de l'article 21534 vers l'article 204 182, article sur lequel aucun crédit n'était initialement ouvert, afin de permettre le paiement de la facture du SDED dans le respect des règles comptables.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

**PROCEDE** aux mouvements budgétaires internes – Section d'investissement :

- Article 21534 - Réseaux d'électrification : - 2230,80 €
- Article 204182 - Bâtiments et Installations.: + 2 230,80 €

**AUTORISE** le Président à signer tous les documents afférents à la présente délibération.

---

Le budget primitif 2025 de la Communauté de Communes Meuse Rognon a été voté en début d'exercice en tenant compte des opérations prévues pour l'année.

L'inspection réglementaire de l'aire collective de jeux du cyclo rail n'avait pas été prévue initialement dans les dépenses au chapitre 011.

La présente décision modificative n° 2 a donc pour objet d'acter les mouvements de crédits dans la section de fonctionnement du chapitre 012 au chapitre 011 afin de permettre le paiement de la facture du Cabinet Des Epris d'un montant de 331,20 €.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le budget primitif 2025 du budget cyclo rail ;

Vu la nécessité de procéder au paiement de la facture du Cabinet Des Epris pour les prestations effectuées ;

**Considérant qu' :**

- Il convient d'opérer des mouvements de crédits afin d'assurer le paiement de la facture.

Il est proposé au Conseil Communautaire de procéder au virement interne de 331.20 € de l'article 6218 vers l'article 611, compte sur lequel aucun crédit n'était initialement ouvert, afin de permettre le paiement de la facture du Cabinet Des Epris.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

**PROCEDE** aux mouvements budgétaires internes – Section de fonctionnement :

- Chapitre 012 - Compte 6218 Autres personnels extérieurs = - 331,20 €
- Chapitre 011 - Compte 611 Contrats de prestations de services : + 331,20 €

**AUTORISE** le Président à signer tous les documents afférents à la présente délibération

### 3. Ouverture anticipée des dépenses d'investissement 2026

En application des dispositions de l'article L.1612-1 du CGCT, le Président sollicite l'autorisation d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

#### **Budget Principal 95000**

Conformément aux textes applicables, il est proposé au Conseil Communautaire de faire application de cet article à hauteur de **158 500 € (25% X 634 000€)**

Les montants prévus, aux budgets d'investissement, sont les suivants :

<i>Prévisions 2026 Chapitre article</i>	<i>Montant de 2025 en euros</i>	<i>Prévisions 2026 en euros (25%)</i>
<i>Chapitre 20 :</i>		
<b>202 : Documents urbanisme :</b>	<b>1 000,00</b>	<b>250,00</b>
<b>2051 :Logiciels JVS</b>	<b>2 500,00</b>	<b>625,00</b>
<i>Chapitre 204 :</i>		
<i>Chapitre 21 :</i>		
<b>2111 :Achat terrain :</b>		
<b>21318 : Autres bâtiments maison de santé, bureau</b>	<b>147 000,00</b>	<b>36 750,00</b>
<b>2151: Réseau de voirie</b>		
<b>215731 Bâtiment public</b>		
<b>21534 Réseau électrification</b>	<b>7 000,00</b>	<b>1 750,00</b>
<b>21568 : Autre matériel et outillage d'incendie</b>	<b>5 000,00</b>	<b>1 250,00</b>
<b>215731 : Matériel roulant</b>	<b>25 000,00</b>	<b>6 250,00</b>
<b>215738 : Autres Matériel</b>	<b>2 000,00</b>	<b>500,00</b>
<b>21578 : Autre matériel technique</b>	<b>5 000,00</b>	<b>1 250,00</b>
<b>21751 : travaux voirie</b>	<b>375 000,00</b>	<b>93 750,00</b>
<b>2181 Installation général</b>	<b>10 500,00</b>	<b>2 625,00</b>
<b>21838: matériel informatique</b>	<b>18 000,00</b>	<b>4 500,00</b>
<b>21848 : mobilier:</b>	<b>1 000,00</b>	<b>250,00</b>
<b>2185 Matériel de téléphonie</b>	<b>15 000,00</b>	<b>3 750,00</b>
<b>2188 : autres immobilisations corporelles</b>	<b>20 000 ,00</b>	<b>5 000,00</b>

#### **Budget Petite Enfance 95801**

Conformément aux textes applicables, il est proposé au Conseil Communautaire de faire application de cet article à hauteur de **224 400,78 € (25% X 897 603,12 €)**

Les montants prévus au BP 2025, budget Petite Enfance, concernant les investissements sont les suivants :

<i>Prévisions 2026</i>	<i>Montant de 2025 en euros</i>	<i>Prévisions 2026 en euros (25%)</i>
<i>Chapitre :21 :</i>		
<b>21318 : Crèches</b>	<b>871 603,12</b>	<b>217 900,78</b>
<b>21848 : mobilier :</b>	<b>3 000,00</b>	<b>750,00</b>
<b>2188 : Mobilier crèches</b>	<b>23 000,00</b>	<b>5 750,00</b>

### **Budget Scolaire 95800**

Conformément aux textes applicables, il est proposé au Conseil Communautaire de faire application de cet article à hauteur 139 059,67 € (25% X 556 238,66€)

Les montants prévus au BP 2025, budget scolaire, concernant les investissements sont les suivants :

<i>Prévisions 2026</i>	<i>Montant de 2025 en euros</i>	<i>Prévisions 2026 en euros (25%)</i>
<i>Chapitre 20 :</i>		
<b>2031 : Etude bâtiment scolaire</b>	<b>50 000,00</b>	<b>12 500,00</b>
<i>Chapitre 21 :</i>		
<b>21312 : Ecoles</b>	<b>288 000,00</b>	<b>72 000,00</b>
<b>217312 : Bâtiment scolaire</b>	<b>95 115,00</b>	<b>23 778,75</b>
<b>21831 : matériel informatique</b>	<b>45 000,00</b>	<b>11 250,00</b>
<b>21841 : Mobilier</b>	<b>20 000,00</b>	<b>5 000,00</b>
<b>21 85 Matériel de téléphonie</b>	<b>17 000,00</b>	<b>4 250,00</b>
<b>2188 Autres matériels</b>	<b>41 123,66</b>	<b>10 280,92</b>

### **Budget La Poste 95900**

Conformément aux textes applicables, il est proposé au Conseil Communautaire de faire application de cet article à hauteur 56 598,84 € (25% X 226 395,34 €)

Les montants prévus au BP 2025, budget la Poste, concernant les investissements sont les suivants :

<i>Prévisions 2026</i>	<i>Montant de 2025 en euros</i>	<i>Prévisions 2026 (25%)</i>
<i>Chapitre 21 :</i>		
<b>21318 : Autres bâtiments publics</b>	<b>226 395,34</b>	<b>56 598,84</b>

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ACCEPTE** les propositions du Président dans les conditions exposées ci-dessus
- **AUTORISE** le Président à donner toute suite nécessaire à l'exécution de la présente délibération
- **ACCEPTE** les propositions du Président dans les conditions exposées ci-dessus
- **AUTORISE** le Président à donner toute suite nécessaire à l'exécution de la présente délibération

#### 4. Tarification de la REOM pour 2026

Le Président informe l'assemblée qu'il a eu un entretien auprès du directeur Départemental des Services Fiscaux pour lui signaler que depuis 3 ans, la CCMR supportait des impayés qui devenaient de plus en plus conséquents.

Le Directeur a répondu que c'était comme cela partout, réponse qui n'est pas satisfaisante.

Le Président informe qu'il va donc saisir officiellement les services des finances locales afin de leur demander d'aller recouvrer un maximum d'impayés.

Monsieur Francis BOUVENOT, précise que pour le Syndicat du Nord Bassigny, il s'est rendu au tribunal pour refuser un classement en non-valeur pour, les services fiscaux n'étaient pas présents et le compte rendu est en cours de rédaction. Il précise qu'il refuse systématiquement les admissions en non-valeur.

Monsieur le Président laisse la parole à Monsieur Michel BOULART, Vice-Président en charge de l'Environnement, Ordures Ménagères et SPANC.

Le SDED a défini la participation de la Communauté de Communes Meuse Rognon pour l'enlèvement et le traitement des ordures ménagères et du tri sélectif ainsi que le fonctionnement des déchetteries à 1 057 954 €

À ce coût de gestion du service doivent s'ajouter les charges liées à la gestion du budget annexe REOM qui représente 18 717,32 €, soit un total à recouvrer de 1 076 671 €

Au vu de ces éléments, et étant donné la nécessité d'équilibrer le budget annexe en dépenses et en recettes, il est proposé de retenir cette année un tarif avec une part fixe correspondant à la collecte et une part variable correspondant au traitement et à la gestion des déchets.

Il est ainsi proposé de retenir un coefficient de 0,40 pour la part fixe et de 0,60 pour la part variable, ce qui porte le coût pour une part à 117 €, dégressif en fonction de nombre de personnes dans le foyer.

La répartition du coût des OM se ferait ainsi selon la répartition suivante :

		coeff	Nb parts	Recettes attendues en €
			Avec Part Fixe	
population redevable	9664	0,6	5798,40	678 412,80 €
Nombre de foyers (valeur logiciel facturable) nombre de factures RP	4810	0,4	1924,00	225 108,00 €
ENFANTS garde alternée	118	0,6	70,80	8 283,60 €
MAISONS DE RETRAITE - FOYERS DE VIE	342	0,6	205,20	24 008,40 €
ADMINISTRATIONS	8	1	8,00	936,00 €
BATIMENTS COMMUNAUX	177	0,5	88,50	10 354,50 €
CAMPING - HOTEL - RESTAURANT	6	1,5	9,00	1 053,00 €
GITE - CHAMBRE D'HÔTE	28	1	28,00	3 276,00 €



<b>MFR</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>5,00</b>	<b>585,00 €</b>
<b>RESIDENCE PERSONNE EN MAISON RETRAITE</b>	62	0,4	24,80	2 901,60 €
<b>CENTRES DE SECOURS</b>	5	0,5	2,50	292,50 €
<b>ECOLES</b>	10	1	10,00	1 170,00 €
<b>COLLEGES</b>	2	10	20,00	2 340,00 €
<b>EXPLOITATION AGRICOLE (facturables)</b>	111	1	111,00	12 987,00 €
<b>ENTREPRISES 0/9</b>	94	1	94,00	10 998,00 €
<b>ENTREPRISES 10/19</b>	5	2	10,00	1 170,00 €
<b>ENTREPRISES 20/49</b>	2	3	6,00	702,00 €
<b>ENTREPRISES 50 et plus</b>	2	5	10,00	1 170,00 €
<b>MAISONS DE SANTE</b>	8	1	8,00	936,00 €
<b>RESIDENCES SECONDAIRES</b>	658	1,2	789,60	92 383,20 €

Monsieur Laurent HASSELBERGER remarque que le SMICTOM ayant fusionné avec le SDED, les coûts devraient être moins élevés, or pour l'année 2026 ils augmentent. Une justification de l'augmentation devrait être demandée.

Monsieur Francis BOUVENOT précise que lors de la mutualisation, les marchés public en cours de réalisation ont du être repris et honorés.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à 6 voix contre, 0 abstentions et 38 pour :

- **APPROUVE** la répartition proposée ci-avant avec une redevance avec part fixe et part variable pour un montant de 117 € dégressif comme suit :

<b>Nb occupants</b>	<b>Avec Part Fixe</b>
1	117,00 €
2	187,20 €
3	257,40 €
4	327,60 €
5	397,80 €
6	468,00 €
7	538,20 €
8	608,40 €
9	678,60 €
10	748,80 €

- **AUTORISE** le Président à donner toute suite nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

5. Convention avec la société Sodexo pour la livraison de repas à l'école de GRAFFIGNY-CHEMIN

Monsieur le Président indique que le restaurant Le Cheval Blanc, situé à Saint-Thiébault, mettra définitivement fin à son activité le 31 décembre 2025.

Monsieur Jean-François GUNTHER présente ce point.

Cette cessation d'activité entraînera l'interruption du service de restauration scolaire assuré jusqu'à présent pour l'école de Graffigny-Chemin.

Afin d'assurer la continuité du service public de restauration scolaire, plusieurs prestataires ont été contactés.

À l'issue de cette consultation, seule la société Sodexo Langres a donné une réponse favorable et s'est déclarée en capacité d'assurer la prestation dans les délais impartis.

Sur la base de la proposition transmise par ce prestataire, le tarif du repas a été arrêté à 4,40 € TTC par élève.

Il convient donc d'établir un avenant à la convention signée le 31 mars 2024 relative à la livraison des repas à l'école de Breuvannes, afin d'y intégrer la prise en charge de la restauration scolaire de l'école de Graffigny-Chemin à compter du 5 janvier 2026.

En conséquence, il est proposé au conseil communautaire d'approuver l'avenant à la convention conclue avec la société Sodexo Langres, permettant d'assurer la restauration scolaire de l'école de Graffigny-Chemin à compter du 5 janvier 2026.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- **APPROUVE** l'avenant à la convention de prestation de restauration scolaire conclue avec la société Sodexo, incluant l'école de Graffigny-Chemin. ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que tout document s'y afférant ;

6. Fixation du tarif des animations du Centre de Loisirs Sans Hébergement (CLSH)

Monsieur Jean-Guillaume DECORSE rappelle que le centre de loisirs sans hébergement porté par la Communauté de Communes Meuse Rognon à destination des adolescents du territoire (11-17 ans) ouvre ses portes cette année sur la prochaine période de vacances scolaires :

- Du 20 au 24 avril 2026 à Andelot

Il est proposé au Conseil Communautaire de fixer les tarifs de ce centre, sans augmentation par rapport aux tarifs 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- **FIXE** les tarifs par enfant et par jour des animations du CLSH selon le quotient familial des familles à savoir :

Quotient familial	Régime Général		Tarif en € - Hors CCMR
	CAF	MSA	
0 à 340	3,00	3,00	10
341 à 442	3,50	3,50	10
443 à 543	4,00	4,00	10
544 à 645	4,50	4,50	10
646 à 747	5,00	5,00	10
748 et plus	5,50	5,50	10

- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente délibération

#### 7. Convention de partenariat avec les Francas

Monsieur Jean-Guillaume DECORSE, Vice-Président en charge de la petite enfance propose à l'Assemblée Communautaire de renouveler la convention entre la Communauté de Communes Meuse-Rognon (CCMR) et l'Association Départementale des Francas de Haute-Marne.

En 2025, les Francas assuraient l'accueil collectif de mineurs (centres de loisirs) dans les Communes d'Andelot-Blancheville, Bourmont et Doulaincourt-Saucourt.

Afin de répondre aux attentes du territoire, il est nécessaire de faire évoluer les sites d'accueil.

Aussi, conformément à l'avis de la commission Enfance et Jeunesse, il est proposé au Conseil Communautaire de délocaliser le centre de loisirs de Bourmont vers le Relais Petite Enfance d'Illoud et d'y assurer une ouverture le mercredi, afin d'apporter des solutions aux familles.

Dans cette même dynamique d'adaptation aux attentes des familles, il est également proposé d'ouvrir un centre de loisirs à Roches-Bettaincourt le mercredi, et le cas échéant pendant les périodes de vacances, lorsque les autres centres du territoire sont fermés.

La convention prévoit ainsi l'ouverture des centres à chaque période de vacances scolaires, pour une durée de 5, 8 ou 10 jours lors des petites vacances, et de 2 à 3 semaines pendant les vacances d'été, en fonction de la fréquentation, des besoins identifiés et des contraintes liées au temps de travail des agents d'entretien et les ouvertures du mercredi pendant les périodes scolaires.

Le montant prévisionnel 2026 est estimé à 16 285 heures à 1,60 € soit 26 056 €.

Après cet exposé,

Il est proposé à l'assemblée d'acter le renouvellement de la convention avec l'association départementale des Francas avec l'intégration des nouvelles dispositions et d'allouer, conformément à l'application de ladite convention, un acompte de 50 % calculé sur les prévisions d'accueil pour l'année 2026, versement effectif avant le 30 mai 2026.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la convention entre la Communauté de Communes Meuse Rognon et les Francas de la Haute-Marne pour l'année 2026
- **FIXE** le tarif horaire par enfant à 1,60€
- **ALLOUE** la somme de 13 028 € représentant l'acompte 2026
- **DIT que les** crédits correspondants seront inscrits au Budget Enfance 2026
- **AUTORISE** le Président à signer la présente convention et à donner toute suite nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

#### 8. Approbation de l'avenant 3 à la Convention Business Sud Champagne

Monsieur Jean-Claude BRAYER, Vice-Président en charge du Développement économique et de la politique territoriale de santé rappelle que l'agence Business Sud Champagne a été créée sous statut Groupement d'Intérêt Public en novembre 2018 de la volonté commune de la Région Grand Est, des Agglomérations de Chaumont et Troyes et des CCI de l'Aube et de la Haute-Marne qui souhaitaient construire ensemble un outil de développement économique et d'attractivité sur leur territoire.

L'objectif était de mutualiser dans un même outil l'ensemble des moyens dédiés à l'attractivité du territoire et au suivi des projets économiques structurants, afin d'optimiser l'action publique au service des territoires.

Son objet se décompose en quatre principales missions, à savoir :

- la promotion du territoire,
- la prospection d'entreprises,
- la structuration de filières,
- et l'appui aux entreprises stratégiques.

Créée initialement par ses 5 membres fondateurs et rejoints par Nogentech et la Sementac (Technopole de l'Aube), l'agence a procédé en juillet 2020 à l'intégration parmi ses membres de 17 nouveaux membres dont l'ensemble des EPCI du territoire et les départements de l'Aube et de la Haute-Marne au titre de leur compétence en matière d'attractivité économique.

Par délibération en date du 10/12/2024 la Communauté de Communes du Chaourçois Val d'Armanche a décidé de démissionner du GIP.

Le Conseil d'Administration du GIP en date du 27 novembre 2025 a pris acte de cette démission et décidé de procéder par avenant n°3 à la modification de la convention constitutive. Il a été proposé également que figure dans la convention constitutive la possibilité de nommer jusqu'à 3 vice-Présidents au lieu de 2, ainsi que la modification de la composition du bureau.

Les modifications apportées à la convention constitutive sont les suivantes :

## 1. La décomposition des membres

La nouvelle décomposition des membres du GIP prévue par l'avenant n°3 à la convention constitutive est la suivante :

### ▪ Les membres fondateurs :

- La Région Grand Est ;
- La Communauté d'agglomération de Troyes Champagne Métropole ;
- La communauté d'agglomération de Chaumont,
- La Chambre de Commerce et d'Industrie de Troyes et de l'Aube (CCI 10) ;
- La Chambre de Commerce et d'Industrie de Meuse Haute-Marne (CCI 52) ;

### ▪ Les membres actifs

- L'association Nogentech ;
- La Société d'Economie Mixte de la Technopole de l'Aube en champagne (SEMTAC) ;
- Le Conseil départemental de l'Aube (CD 10) ;
- La Communauté de Communes des Portes de Romilly-sur-Seine (CCPRS) ;
- La Communauté de Communes du Pays d'Othe ;
- La Communauté de Communes de la Région de Bar sur Aube ;
- Le Communauté de Communes d'Arcis, Mailly, Ramerupt ;
- La Communauté de Communes des Lacs de Champagne ;
- La Communauté de Communes des Terres, Lacs et Forêts en Champagne ;
- La Communauté de Communes de l'Orvin et de l'Ardusson ;
- La Communauté de Communes du Nogentais ;
- La Communauté de Communes de Vendœuvre-Soulaines ;
- La Communauté de Communes du Barséquanaise ;
- La Communauté de Communes de Seine et Aube ;
- La Communauté de Communes des Trois Forêts ;
- La Communauté de Communes de Meuse Rognon ;
- Le PETR du Pays de Langres ;

## 2. La composition du Conseil d'Administration :

Cette démission modifie légèrement la composition du conseil d'Administration où la Communauté de Communes du Chaourçois Val d'Armanche occupait un siège.

La nouvelle composition est la suivante :

Membre	Représentants au CA	Nombre de voix au CA
<b>Région Grand Est</b>	<b>4</b>	<b>8</b>
<b>Troyes Champagne Métropole</b>	<b>3</b>	<b>6</b>
<b>Agglomération de Chaumont</b>	<b>2</b>	<b>4</b>
<b>CCI 10</b>	<b>2</b>	<b>4</b>
<b>CCI 52</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
<b>Nogentech</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>SEMTAC</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>CD 10</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>CC Portes Romilly</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>CC Pays Othe</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>CC Région de Bar sur Aube</b>	<b>1</b>	<b>1</b>

<b>CC Arcis, Mailly, Ramerupt</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>CC des Lacs de Champagne</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>CC Forêts, Lacs, Terres en Champagne</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Collège des « Communautés de communes et Syndicats Mixtes versant une contribution annuelle forfaitaire au GIP »</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>22</b>	<b>34</b>

Il convient de noter que l'incidence budgétaire de la démission de la CCCVA sera de 10 300€, montant de sa contribution annuelle.

Il sera proposé lors de la prochaine assemblée générale du GIP que la CCCVA ne verse pas sa quote part de contribution pour 2026.

### 3. Nomination de Vice-Président(e)s :

Il est proposé de remplacer le texte actuel (art. 25) :

Le Conseil d'Administration peut également nommer jusqu'à deux (2) Vice-Présidents représentant la Région Grand Est et la Communauté d'Agglomération de Troyes Champagne Métropole pour une durée égale au mandat du Président.

Par le texte suivant :

Le Conseil d'Administration peut également nommer jusqu'à trois (3) Vice-Présidents représentant chacun un des 5 membres fondateurs.

### 4. Création d'un bureau

Il est proposé de remplacer le texte actuel (art. 26) :

#### 26.1 Composition

Le Bureau comporte **cinq (5) sièges** :

- Le Président,
- Le Vice-président représentant la Région Grand Est
- Le Vice-président représentant de Troyes Champagne Métropole
- Un administrateur représentant de l'Agglomération de Chaumont,
- Un administrateur représentant des EPCI.

Le Conseil d'Administration désigne les membres du bureau représentant l'Agglomération de Chaumont et les EPCI.

Par le texte suivant :

#### 26.1 Composition

Le Bureau comporte **cinq (5) sièges** :

- Le Président,
- Un administrateur représentant la Région Grand Est
- Un administrateur représentant de Troyes Champagne Métropole

- Un administrateur représentant de l'Agglomération de Chaumont,
- **Un administrateur représentant des CCI**

Le Conseil d'Administration désigne les membres du bureau représentant l'Agglomération de Chaumont et les CCI.

## **5. Entrée en vigueur de l'avenant n°3**

Le retrait effectif de la CCCVA interviendra après l'approbation par l'Assemblée Générale du GIP de l'avenant n°3 à la Convention constitutive du GIP Business Sud Champagne modifiée et avec effet à la date de publication de l'arrêté du Préfet de Région portant approbation de la convention constitutive.

Les conseillers communautaires, à l'unanimité :

**VU** le rapport du (de la) Président(e),

**VU** le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L. 1511-1 et suivants ;

**VU** la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « loi Warsmann » ;

**VU** le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;

**VU** l'arrêté du 23 mars 2012 pris en application du décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2018/588 du 31 octobre 2018 portant approbation de la convention constitutive du GIP Business Sud Champagne ;

**VU** le projet de d'avenant n°3 à la convention constitutive du GIP Business Sud Champagne

**CONSIDERANT** que la démission de la CCCVA ne modifiera pas significativement la gouvernance et le financement du GIP;

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- **APPROUVE** l'avenant n°3 à la convention constitutive du GIP Business Sud Champagne en ce qu'il opère notamment la formalisation de la démission de la CCCVA;
- **DONNE** tous pouvoirs au Président pour l'application de la présente délibération et l'autorise à signer la convention correspondante et les éventuels avenants à la convention ou tous documents relatifs à ce dossier.

## **9. Remboursement dépenses électricité du Cyclo rail à l'ESARB**

Monsieur Jean-Philippe NUFFER, Vice-Président en charge du tourisme expose que l'ESARB a payé des factures d'EDF pour l'année 2025 correspondant à la consommation d'électricité du site du CYLO RAIL pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 2025.

L'ESARB n'étant plus gestionnaire du site du cyclo rail depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025

Le Président rappelle que par délibération n°2025\_4\_21 en date du 23 juin 2025 un montant de 85,10 € TTC correspondant à la période du 25 février au 24 avril 2025 leur avait déjà été remboursé.

Il appartient à la Communauté de Communes Meuse Rognon de procéder au remboursement des factures d'électricité pour un montant total de 221,44 TTC à l'ESARB.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- **DÉCIDE** de procéder au remboursement de 221,44 € correspondant aux factures d'électricité du site du cylo rail pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 août 2025 à l'ESARB

#### 10. Questions diverses

Monsieur le Président informe l'assemblée que ses membres vont être destinataires dans les prochains jours d'une invitation pour les vœux qui se dérouleront le jeudi 22 janvier 2026 à 18h00 à la salle des fêtes de Mareilles.

Monsieur Sébastien GUILLERMO demande des informations sur les travaux prévus à l'école de Bourmont car un échafaudage a été mis en place il y a quelques mois.

Monsieur Jean-François GUNTHER informe qu'une consultation va être lancée afin de réparer le préau, l'échafaudage est en place pour la mise en sécurité du site.

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est donc levée à 19h15.*

Monsieur Nicolas LACROIX



Président



Madame Sylvie PAROT



Secrétaire de séance